

l'ONU, et *ipso facto* par l'Unesco qui en est une institution spécialisée. Les pays du bloc soviétique ont tenté en vain de faire soumettre cette réclamation à la Commission juridique; au cours de la séance plénière, une majorité des deux tiers appuya la recommandation du Bureau s'opposant à ce que la déclaration cubaine soit inscrite à l'ordre du jour.

États non membres

Le Bureau a repoussé une proposition de la délégation tchécoslovaque, voulant que l'on distribue à tous les membres de la Conférence un communiqué de la République démocratique allemande dénonçant l'esprit de revanche de certains pays. L'URSS a demandé à l'Unesco de se prononcer sur l'admission de pays ne faisant pas partie des Nations Unies, mais l'examen de la demande et son adoption possible ont été remis à la prochaine session. En effet, cette initiative aurait exigé une modification de l'accord entre l'ONU et l'Unesco; sur la recommandation du Bureau, la question a été soumise au Conseil exécutif qui, s'il le juge à propos, présentera un rapport rédigé de concert avec le Directeur général à la douzième session.

Opposition au racisme

La délégation de Tchécoslovaquie a demandé aux délégués des États membres d'éliminer dans l'éducation de la jeunesse toutes les conceptions reposant sur des principes de supériorité raciale et d'intolérance nationale, ainsi que les idéologies fascistes, militaristes ou de caractère vindicatif; elle a demandé également que le Directeur général soumette un rapport sur ces problèmes à la douzième session. De son côté, la délégation du Royaume-Uni a soumis sans succès une contre-proposition; mais les représentants de l'Argentine ont fait adopter une formule de compromis qui, tout en demandant un rapport au Directeur général, ne contenait pas d'observations dirigées contre tel ou tel État membre.

Coexistence pacifique

L'Union soviétique a soumis de son côté une proposition tendant à aligner le programme d'information de l'Unesco sur la "coexistence pacifique". Le délégué du Royaume-Uni, citant M. Khrouchtchev et divers théoriciens communistes, a déclaré que cette expression impliquait la lutte des classes. Les représentants soviétiques ont accepté d'amender leur proposition en substituant à "coexistence pacifique" les termes: "rapports pacifiques de bon voisinage".

Mandat des représentants congolais

Tout comme les délégués à l'Assemblée générale, les représentants réunis à la Conférence de l'Unesco ont discuté avec passion des pouvoirs détenus par les envoyés du président Kasavubu. Malgré l'opposition de deux représentants de pays du bloc soviétique, et au milieu même de la session, la Commission de vérification des pouvoirs a présenté un rapport appuyé par la majorité des délégués et demandant à la Conférence générale de reconnaître les représentants de M. Kasavubu. En séance plénière, appuyé activement par Cuba, la Guinée et le Maroc, le bloc soviétique a employé tous les procédés dilatoires à sa disposition. Après le rejet de plusieurs motions proposant l'ajournement ou la suspension de la réunion ou du débat et l'adoption d'une motion recommandant